



Communiqué de presse de la FSU de Seine Maritime – 20 mai 2025

Non à la fouille systématique et aléatoire des cartables !

Dans plusieurs établissements de Seine-Maritime, les forces de l'ordre organisent les fouilles des cartables des élèves.

Derrière l'ambition affichée de « restaurer l'autorité » se dévoile une vision de la société basée sur la répression. La FSU réaffirme que l'uniforme et l'arme de service n'apportent rien aux actions de prévention et ne sont pas souhaitables dans les établissements scolaires.

La question de la violence à l'École est une question grave qui ne peut ni se traiter par une surenchère sécuritaire irresponsable ni par une instrumentalisation de ces faits de violence à des fins politiques ! Suite à l'agression au couteau d'un lycéen de Bagneux début février, Elisabeth Borne a annoncé la mise en place de fouilles aléatoires sur les élèves par les forces de l'ordre à partir du printemps. La ministre évoque aussi le durcissement du Code de l'Éducation en cas de détention d'armes blanches avec le renvoi systématique en conseil de discipline pour les élèves fautifs, fautives et un signalement au parquet.

Pour la FSU, cet excès de zèle n'est qu'une nouvelle opération de communication servant à alimenter une politique éducative de plus en plus répressive. L'intrusion d'armes demeure exceptionnelle à l'échelle de la population scolaire et les contrôles aléatoires sont inefficaces et inapplicables sur la durée.

Ces mesures prétendument dissuasives ne régleront pas la situation ni les faits de violence qui ne sont le plus souvent que le surgissement de faits de société au sein de l'École.

Pour la FSU, le traitement et la prévention de la violence en milieu scolaire ne peuvent se faire qu'avec des moyens humains conséquents.

De surcroît, le fait de cibler notamment des établissements défavorisés stigmatise les élèves tout en faisant le jeu des médias et politiques populistes, voire d'extrême-droite.

La section départementale FSU de la Seine- Maritime dénonce ces pratiques, soutient les collègues qui souhaiteraient manifester leur désaccord et revendique des moyens humains pour encadrer et éduquer les élèves.